

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 ROUEN

ROUEN, le 25 juillet 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

S.I.E.O.M (Syndicat intercommunal d'élimination des ordures ménagères du Pays de Bray)

Route des Andelys
Parc d'Activités Économique de la Garenne
76220 Gournay-en-Bray

Références : UDRD.2023.07.ET.380.MAG.ChH
Code AIOT : 0005803714

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/06/2023 de la déchetterie implantée Route des Andelys Parc d'Activités Économique de la Garenne 76220 GOURNAY-EN-BRAY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite du site programmée a permis de mettre à jour la situation administrative.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIEOM – Déchetterie de Gournay-en-Bray
- Route des Andelys Parc D'activite de la Garenne 76220 GOURNAY-EN-BRAY
- Code AIOT : 0005803714
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le SIEOM exploite un quai de transfert des ordures ménagères et des déchets recyclables, rubrique 2716 et 2714, sous le régime de l'autorisation simplifiée, ainsi qu'une déchetterie, rubrique 2710, sous le régime de la déclaration réglementés par l'arrêté préfectoral du 26 février 2009.

Les activités doivent s'exercer en conformité avec les dispositions de l'arrêté d'autorisation du 26

février 2009, mais également aux arrêtés ministériels du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710, ainsi qu'à l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative ;
- Vérification par sondage du respect des prescriptions applicables de l'arrêté préfectoral du 26 février 2009.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Situation Administrative – changement d'exploitant	Arrêté Préfectoral du 26/02/2009, article 1.1.1. et 1.6.5.	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
2	quai de transfert - limites de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 26/02/2009, article 1.2.4.1	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
3	déchetterie	Arrêté Préfectoral du 26/02/2009, article 1.2.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours pour positionnement 2710-1 et 2 mois
5	Implantation	Arrêté Préfectoral du 26/02/2009, article 7.3.1.1., 8.2.2, 8.2.3 et 8.2.4.	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
6	Protection des milieux récepteurs	Arrêté Préfectoral du 26/02/2009, article 7.6.7.	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
8	Valeurs limites de rejet	Arrêté Préfectoral du 26/02/2009, article 4.3.6.2., 9.2.2.	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
9	Déchets sortants	Arrêté Préfectoral du 26/02/2009, article 8.2.5.	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
10	émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 26/02/2009, article 6.2. et 9.2.3.	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Amiante	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article Annexe I point 7.5.	/	Sans objet
7	Vérification périodique des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 26/02/2009, article 7.3.3.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est classé sous le régime de l'autorisation pour le quai de transfert, il est régi par l'arrêté préfectoral du 26 février 2009 lequel encadre toutes les activités du site, y compris celles soumises à déclaration.

L'activité ayant diminué et suite aux changements de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), le quai de transfert est aujourd'hui non classé au titre des rubriques des installations classées.

Le site est par ailleurs classé sous le régime de la déclaration, et est régi par l'arrêté susmentionné, pour la rubrique 2710-1 "déchets dangereux" et 2710-2 "déchets non dangereux".

Toutefois, les activités de collecte de déchets dangereux et non dangereux sont exploitées au delà du régime de la déclaration avec contrôle, sans l'avoir porté à la connaissance du Préfet conformément à l'article 1.6.1. de l'arrêté préfectoral du 26 février 2009.

Face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8-I du code de l'environnement en mettant en demeure le SIEOM de déposer au préfet un rapport à connaissance relativement aux modifications apportées sur le site en vue de régulariser la situation administrative de l'établissement de Gournay en Bray. Ainsi il est proposé au préfet de mettre en demeure l'exploitant de

déposer un rapport à connaissance en indiquant toutes les modifications apportées aux installations y compris celles relatives au changement d'exploitant de façon à actualiser les prescriptions de l'AP de 2009.

- Si l'exploitant confirme vouloir exploiter l'activité afférente au transit de déchets dangereux au delà de 7t, alors l'activité est classable sous le régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2710-1 et la régularisation passe nécessairement par un examen au cas par cas et par une demande d'autorisation préfectorale. Dans ce cadre, l'exploitant devra répondre sous un délai de 15 jours de la manière dont il entend régulariser cette activité (soit via un dossier de demande d'autorisation environnementale soit en s'engageant à abaisser le niveau de cette activité en deçà de 7t).

Par ailleurs, la visite a permis de constater que les conditions d'exploitation de la déchetterie présentent des manquements à l'arrêté préfectoral du 26 février 2009. Six écarts réglementaires ont ainsi été relevés faisant également l'objet d'une proposition de mise en demeure

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation Administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2009, article 1.1.1. et 1.6.5.
Thème(s) : Situation administrative, Changement d'exploitant
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le Syndicat Intercommunal d'Élimination des Ordures Ménagères (SIEOM), dont le siège social est situé à GOURNAY EN BRAY, est autorisé, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de GOURNAY EN BRAY (76220), sur le parc d'activités de la Garenne, les installations détaillées dans les articles suivants. Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitant. Cette déclaration doit mentionner s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénom et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou raison sociale, sa forme juridique, l'adresse du siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a indiqué avoir changé de SIRET et intégré la Communauté de Communes des 4 rivières sans l'avoir porté à la connaissance du Préfet de la Seine-Maritime. Écart réglementaire n° 1 : le fait de : <ul style="list-style-type: none">ne pas avoir réalisé le changement d'exploitant constitue une non-conformité à l'article 1.6.5. des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 26 février 2009. L'inspection propose à monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 1.6.5. des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 26 février 2009 dans un délai d'1 mois : <ul style="list-style-type: none">en réalisant le changement d'exploitant conformément à l'article 1.6.5. de l'arrêté préfectoral du 26 février 2009.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : quai de transfert - limites de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2009, article 1.2.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, quantité des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La capacité annuelle maximale de transfert est de 10 000 tonnes. La capacité journalière de transit doit être au moins égale au double du tonnage journalier maximal de déchets susceptibles d'être apportés en exploitation normale. Ce tonnage journalier maximal est de 39 tonnes (soit 89 à 97 m ³).

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant est actuellement autorisé par arrêté préfectoral du 26 février 2009 à exploiter un quai de transfert de déchets.</p> <p>Les rubriques 322 et 167 "station de transit d'ordures ménagères et d'autres résidus urbains et de déchets industriels provenant d'installations classées" ont été supprimées par le décret 2010-369 du 13 avril 2010.</p> <p>Le quai de transfert pour les déchets d'ordures ménagères doit désormais être classé sous la rubrique 2716 "Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes..." si le volume susceptible d'être présent dans l'installation est :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Supérieur ou égal à 1 000 m³ (enregistrement) ; 2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³ (déclaration avec contrôle). <p>Quant au quai de transfert des déchets recyclables, il doit être classé sous la rubrique 2714 "Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois ..." si le volume susceptible d'être présent dans l'installation est :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Supérieur ou égal à 1 000 m³ (enregistrement) ; 2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³ (déclaration avec contrôle). <p>Le jour de la visite, l'inspection a constaté la présence de 2 bennes de 30 m³ soit 60 m³ d'ordures ménagères relevant de la rubrique 2716, ainsi que 2 bennes de 30 m³ soit 60 m³ de déchets recyclables relevant de la rubrique 2714.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il s'agissait là du volume maximum susceptible d'être présent sur le site (notamment suite à la mise en place de la taxe incitative, les quantités ont diminué).</p> <p>L'exploitant confirmera via le dossier de porter à connaissance (PAC) évoqué au point de contrôle suivant la situation de la déchetterie vis à vis des rubriques 2714 et 2716.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 3 : déchetterie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2009, article 1.2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, quantité des déchets</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une déchetterie comprenant : 8 bennes à quai : 3 pour le tout venant, 2 pour le carton, 1 pour le bois, 1 pour les gravats et 1 pour la ferraille, 4 bennes au sol : 1 pour les pneus, 1 pour l'amiante ciment, 2 de réserve, un emplacement réservé au stockage temporaire des branchages et tontes avant broyage et évacuation, un local pour les déchets dangereux des ménages (DDM).</p>
<p>Constats :</p> <p>La déchetterie est déclarée et son exploitation est encadrée par l'arrêté préfectoral du 26 février 2009 .</p> <p>Les décrets n° 2012-384 du 20 mars 2012 et n° 2018-458 du 6 juin 2018 ont modifié la nomenclature des installations classée comme suit :</p> <p>2710 "Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets ..."</p>

1. Collecte de déchets dangereux :
La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant :
 - a) Supérieure ou égale à 7 t (A – 1)
 - b) Supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 7 t (DC)
2. Collecte de déchets non dangereux :
Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant :
 - a) Supérieur ou égal à 300 m³ (E)
 - b) Supérieur ou égal à 100 m³ et inférieur à 300 m³ (DC)

Le jour de la visite, l'exploitant a indiqué des tonnages supérieures à 7 tonnes, pour les déchets dangereux relevant de la rubrique 2710-1 en lien avec les 3 à 4 dépôts ponctuels d'amiante sur prise de rendez vous avec les particuliers.

Concernant la rubrique 2710-2 déchets non dangereux intégrant les déchets verts, l'exploitant indique des volumes supérieurs à 300 m³.

Suite à la visite, l'exploitant a transmis les quantités maximales susceptibles d'être présentes :

- déchets dangereux : lors des campagne amiante 13,075 T induisant un classement à autorisation
- déchets non dangereux : 1 168,24 m³, induisant un classement à enregistrement.

En conséquence, en vertu de l'article L.171-8-I du Code de l'environnement, l'inspection des installations classées propose à monsieur le Préfet de **mettre en demeure sous 2 mois** le SIEOM de **porter à la connaissance du préfet les modifications opérées sur l'établissement :**

- **en déposant un dossier de porter à connaissance** en vue de régulariser la situation administrative des activités (diminution/augmentation) du site.

Si l'exploitant confirme vouloir exploiter l'activité afférente au transit de déchets dangereux au delà de 7t, alors l'activité est classable sous le régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2710-1, la modification est considérée comme substantielle au regard des dispositions du R181-46 du code de l'environnement et la régularisation passe nécessairement par un examen au cas par cas et par une demande d'autorisation préfectorale.

Dans ce cadre, l'exploitant devra répondre sous un délai de 15 jours de la manière dont il entend régulariser spécifiquement cette activité (soit via un dossier de demande d'autorisation environnementale soit en s'engageant à abaisser le niveau de cette activités en deçà de 7t).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier de PAC

Proposition de délais : 2 mois + 15 jours pour positionnement rubrique 2710-1

N° 4 : Amiante

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article Annexe I point 7.5.
Thème(s) : Risques chroniques, Amiante
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Si l'installation accepte des déchets d'amiante, les dispositions de ce paragraphe sont applicables. Une zone de dépôt spécifique reçoit les déchets d'amiante liés aux matériaux inertes. Cette zone est clairement signalée. Les éléments reçus en vrac sont déposés, emballés et étiquetés, conformément à la réglementation en vigueur. L'exploitant met à disposition des usagers ou de son personnel les moyens d'ensachage des déchets.
Constats : L'exploitant a mis en place pour les particuliers une collecte sur rendez-vous. La zone dédiée se situe entre la déchetterie et le quai de transfert, sur une plateforme bétonnée. Cette collecte est en fonction des demandes des particuliers et est réalisée entre 3 et 4 fois l'année. Une plaquette spécifique est distribuée afin d'informer le particulier, sur le conditionnement de l'amiante, sur la procédure de transport, et sur la procédure de filmage des palettes. La déchetterie possède les étiquettes à apposer sur les big-bags ou les palettes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Implantation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2009, article 7.3.1.1., 8.2.2, 8.2.3 et 8.2.4.
Thème(s) : Risques accidentels, stockage, clôture
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie sur une hauteur minimale de 2 mètres. Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations et toutes les issues doivent être verrouillées en dehors des heures d'exploitation. Les déchets ménagers spéciaux doivent être accueillis dans un local spécifique. Les locaux des déchets ménagers spéciaux doivent être rendus inaccessibles au public (à l'exception des stockages d'huiles et de piles). Les réceptacles des déchets ménagers spéciaux doivent comporter, s'il y a lieu, un système d'identification des dangers inhérents aux différents produits stockés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les déchets dangereux sont stockés dans un local à déchets ménagers spéciaux (DMS), celui-ci ne ferme plus à clefs, ne contient plus d'extincteurs, l'exploitant indique que des personnes étrangères à l'installation s'infiltreraient sur le site en dehors des heures d'ouvertures, et ce, malgré les caméras de surveillance. Ils fractureraient et dégraderaient le local, notamment en faisant des mélanges de produits, en vidant les extincteurs, en détériorant les étiquettes de consignes. La clôture comporte des espaces ouverts, l'exploitant indique que des personnes malveillantes arrachent et ouvrent des panneaux complets de clôture afin de pénétrer illégalement sur le site. Malgré les plaintes déposées à la gendarmerie, les nuisances de ce type continuent.</p> <p>Écart réglementaire n° 2 : les faits de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • ne pas disposer d'une clôture sur la totalité de la périphérie du site; • avoir des personnes étrangères en dehors des heures d'ouverture qui ont accès au local de déchets dangereux ; • ne pas disposer de moyens d'identification des dangers inhérents aux différents produits stockés <p>constituent des non-conformités aux articles 7.3.1.1., 8.2.2, 8.2.3 et 8.2.4. des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 26 février 2009</p> <p>L'inspection propose à monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les articles 7.3.1.1., 8.2.2, 8.2.3 et 8.2.4. des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 26 février 2009 dans un délai de 2 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> • en clôturant la totalité de sa périphérie avec une clôture adaptée au vandalisme ; • en renforçant la fermeture du local à déchets dangereux ; • en identifiant les dangers inhérents aux différents produits stockés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Protection des milieux récepteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2009, article 7.6.7.

Thème(s) : Risques accidentels, pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes les dispositions sont prises afin qu'il ne puisse y avoir, même en cas d'accident, de déversement direct ou indirect de matières dangereuses, toxiques ou polluantes pour l'environnement vers le milieu naturel.</p> <p>L'ensemble des eaux d'extinction d'un éventuel incendie ainsi que tout écoulement accidentel doivent être retenus sur le site, sur des aires étanches, et sans possibilité de déversement dans le milieu naturel.</p> <p>Des systèmes (obturateurs, ...) doivent également permettre d'isoler les réseaux de collecte et de traitement des eaux pluviales de l'extérieur. Une vanne de coupure ou tout dispositif équivalent doit notamment être mis en place en amont du point de rejet.</p> <p>Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p> <p>Constats :</p> <p>Un dispositif tel que décanteur-déshuileur est installé sur le site, il est curé et vidé tous les ans.</p> <p>La configuration du site fait que toutes les eaux pluviales ne se déversent pas systématiquement dans celui-ci.</p> <p>Aucun prélèvement n'a été recueilli ni analysé depuis le début de l'activité.</p> <p>L'inspection a constaté que la dalle bétonnée ne présente pas de bordures et n'est pas physiquement délimitée au terrain végétal et herbagé du site.</p> <p>Un sac avec des bouteilles d'huiles usagées noires se trouvait sur l'herbe, une marque de pollution a été constatée sur les sols.</p> <p>L'exploitant a déplacé le sac sur la rétention et mis de l'absorbant sur la marque d'huile dans l'herbe.</p> <p>L'exploitant a admis qu'en cas de déversement accidentel, les liquides épandus seraient susceptibles de rejoindre la zone enherbée du site selon les pentes. L'exploitant a également indiqué qu'il n'y avait pas de vanne guillotine au niveau du débourbeur. L'inspection n'a pas vu de consignes affichées en cas de pollution accidentelle.</p> <p>Écart réglementaire n° 3 : les faits de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • déverser potentiellement des matières polluantes vers le milieu naturel; • ne pas disposer des moyens de confinement des eaux d'extinction d'un éventuel incendie ; • ne pas avoir d'obturateurs ou de vanne de coupure en amont du point de rejet des eaux du site ; • ne pas avoir établi de consignes en cas de pollution accidentelle <p>constituent une non-conformité à l'article 7.6.7. des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 26 février 2009.</p> <p>L'inspection propose à monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 7.6.7. des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 26 février 2009 dans un délai de 2 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> • en mettant en œuvre la bonne gestion des effluents en cas de déversement accidentel ; • en indiquant et en installant un système en amont du point de rejet final des eaux du site afin de confiner sur le site les eaux d'extinction ou tout autre liquide polluant ; • en mettant en œuvre les consignes en cas de pollution accidentelle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Vérification périodique des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2009, article 7.3.3.
Thème(s) : Risques accidentels, installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : L'inspection a constaté sur le registre de sécurité que le contrôle des installations électriques est réalisé tous les ans. Dans le rapport, l'inspection constate qu'aucune non-conformité n'a été identifiée. Dans le cas de non-conformité, l'exploitant indique qu'un électricien en interne lève les observations et réalise les travaux en cas de besoin.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Valeurs limites de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2009, article 4.3.6.2., 9.2.2.
Thème(s) : Risques accidentels, pollution eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un point de prélèvement d'échantillons est prévu sur le dispositif de rejet des eaux pluviales de ruissellement, en sortie du débourbeur/déshuileur. Au moins une fois par an, ces mesures doivent être effectuées par un organisme agréé par le ministère chargé de l'environnement ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant n'a pas réalisé de contrôle des rejets d'eau en sortie du débourbeur/déshuileur.
Écart réglementaire n° 4 : les faits de : <ul style="list-style-type: none"> • ne pas avoir fait réaliser un contrôle des rejets d'eau en sortie du débourbeur/déshuileur • ne pas l'avoir réalisé au moins 1 fois par an constituent des non-conformités aux articles 4.3.6.2. et 9.2.2. des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 26 février 2009
L'inspection propose à monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les articles 4.3.6.2. et 9.2.2. des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 26 février 2009 dans un délai de 2 mois : <ul style="list-style-type: none"> • en effectuant un contrôle sous 2 mois, puis périodiquement 1 fois par an.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2009, article 8.2.5.
Thème(s) : Risques chroniques, registres chronologiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature, la quantité et la destination des déchets stockés et évacués vers des centres de regroupement, de traitement ou de stockage autorisés. Cet état est tenu à la disposition permanente de l'inspecteur des installations classées.
Constats : L'exploitant tient différents registres pour réaliser le suivi budgétaire et le suivi des déchets, mais dans ces registres, il manque des informations en réponse au registre réglementaire de déchets sortants. Les informations manquantes a minima sont le numéro d'immatriculation du véhicule transportant le déchets, le code déchet ainsi que le code d'opération de traitement final. L'exploitant trouvera les informations réglementaires requises dans l'Arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement. <u>Écart réglementaire n° 5</u> : le fait de : <ul style="list-style-type: none">• ne pas disposer de registre de déchets sortants conforme au registre réglementaire constitue une non-conformité à l'article 8.2.5. des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 26 février 2009. L'inspection propose à monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 8.2.5. des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 26 février 2009 dans un délai de 2 mois : en mettant en place le registre de déchets sortants tel que prévu par l'arrêté du 31/05/2021.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2009, article 6.2. et 9.2.3.											
Thème(s) : Risques chroniques, bruit											
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet											
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les émissions sonores dues aux activités des installation ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessous, dans les zones à émergence réglementée.</p> <p>Les émissions sonores émises par l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :</p> <table> <tr> <th>NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)</th><th>ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés</th><th>ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés</th></tr> <tr> <td>Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)</td><td>6 dB (A)</td><td>4 dB (A)</td></tr> <tr> <td>Supérieur à 45 dB (A)</td><td>5 dB (A)</td><td>3 dB (A)</td></tr> </table> <p>Une mesure des niveaux des émissions sonores de l'établissement doit être effectuée tous les 3 ans par un organisme qualifié. Ces mesures doivent être réalisées conformément à l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.</p>			NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés	Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)	Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)
NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés									
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)									
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)									
<p>Constats :</p> <p>Aucune mesure de bruit n'a été réalisée.</p> <p>Écart réglementaire n° 6 : les faits de :</p> <ul style="list-style-type: none"> ne pas avoir fait réaliser une mesure de bruit ; ne pas l'avoir réalisée tous les trois ans <p>constituent des non-conformités aux articles 6.2. et 9.2.3. des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 26 février 2009.</p> <p>L'inspection propose à monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les articles 6.2. et 9.2.3. des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 26 février 2009 dans un délai de 2 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> en faisant réaliser une mesure de bruit sous 2 mois, puis périodiquement tous les 3 ans 											
Type de suites proposées : Avec suites											
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription											
Proposition de délais : 2 mois											